



**Des dizaines de milliers d'emploi supprimés dans la Fonction Publique de l'Etat
Des restructurations à coups de sabre
Une réforme sans les agents ... une réforme contre les agents !**

PLACE A LA MOBILISATION

- **pour défendre la Fonction publique**
- **pour exiger le dialogue social indispensable à sa modernisation**

Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » validé par le Conseil des ministres est en cours d'examen au Sénat. Il s'y retrouve toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, des mesures lourdes de conséquences pour les personnels et le service public, prises sans le moindre dialogue social.

Ainsi le projet de loi affiche son objectif essentiel ! Faciliter les suppressions de dizaines de milliers de postes dans la Fonction Publique de l'Etat

Ainsi la Révision Générale des Politiques Publiques qui pourrait être un instrument de modernisation se réduit à une logique de réduction du déficit budgétaire par la destruction massive de l'emploi public.

C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction Publique même si le Gouvernement refuse l'appellation !

C'est bien un plan social mais qui voudrait se dérouler en cachette, sans concertation ni négociation !

La Révision Générale des Politiques Publiques se met en œuvre sans débat public ; la réforme de l'Etat s'installe en catimini sans que soient posées la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Les agents de la Fonction Publique exigent :

- un véritable débat public et démocratique sur la réforme de l'Etat pour répondre aux ambitions du service public.
- un véritable dialogue social pour construire une Fonction Publique moderne et attractive
- un emploi public statutaire qualifié qui garantisse aux agents l'exercice de leurs missions en toute neutralité, impartialité et indépendance
- un développement de la mobilité choisie par opposition aux menaces que font peser sur eux les mesures contraignantes du projet de loi.

L'UFFA-CFDT appelle les personnels à se mobiliser dans la semaine du 13 au 17 mai 2008.

Elle appelle à faire du 15 mai une étape forte de cette mobilisation, notamment par les grèves et/ou par les manifestations.

Confédération Française Démocratique du Travail

Union des Fédérations **CFDT** des Fonctions publiques et Assimilés – 47/49, avenue Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19
Tél. 01 56 41 54 40 – Fax 01 56 41 54 44 - Email uffa@uffa.cfdt.fr